

TREND

SUBSTANCES PSYCHOACTIVES, USAGERS ET MARCHÉS TENDANCES RÉCENTES À METZ ET EN GRAND-EST EN 2022

Sommaire

Objectifs et méthodologie	3
Un dispositif de recueil de données qualitatives multi-situé	3
Les investigations réalisées en 2022	4
Spécificité de la région lorraine	5
Trafics locaux et modalités d’approvisionnement	7
Evolution des modalités d’approvisionnement aux Pays-Bas	7
Les acteurs du trafic lorrain	9
Des réseaux organisés	9
Pratiques artisanales et réseaux d’usagers-revendeurs	10
Le trafic de « cité » et ses évolutions	11
Développement des points de vente temporaires	13
Déplacements des trafics vers les zones rurales	14
Les prix des principales drogues à Metz	15
Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine	16
Données de cadrage en région Grand-Est	16
L’interdépendance des usages d’héroïne et de médicaments de substitution (MSO)	17
Intensification des usages de cocaïne basée	18
Usages problématiques de médicaments non opioïdes	18
Visibilité accrue des usagers de Lyrica®	18
Kétamine : une plus grande disponibilité dans l’espace de la marginalité urbaine	19
Des difficultés d’accès aux soins et au droit commun qui perdurent	20
Des teneurs importantes dans les échantillons de produits analysés	21
Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs	23
Une reprise progressive de la scène alternative lorraine	23
Modalités d’intervention des professionnels en RdRD en espace festif alternatif	24
Les usages dans l’espace festif alternatif	25
Espace festif commercial : Les usages de protoxyde d’azote gagnent en visibilité	27
Annexes	28
Annexe 1 : Glossaire	28
Annexe 2 : liste des institutions et personnes auditionnées	29

Objectifs et méthodologie

Un dispositif de recueil de données qualitatives multi-situé

Piloté par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) depuis 1999, le dispositif TREND a pour objectif de repérer et de décrire les phénomènes émergents et/ou peu répandus dans le champ des drogues et de comprendre leurs évolutions. Pour remplir cette mission, l'OFDT s'appuie sur un réseau de neuf coordinations locales (implantées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse et sur l'île de la Réunion) dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information.

Le dispositif TREND couvre quatre thématiques qui structurent le recueil d'informations par les différentes coordinations :

- Les personnes particulièrement consommatrices de produits psychoactifs¹ : leurs pratiques d'usage, les conséquences sanitaires et sociales de ces usages, leurs modes de vie, leurs profils sociaux, leurs représentations/perceptions des produits,
- Les contextes et espaces de consommation fréquentés par les usagers particulièrement consommateurs :
 - Les espaces festifs techno regroupant les scènes alternatives (free parties, squat) et commerciales (clubs, discothèques, bars, festivals) ;
 - Les espaces de la marginalité urbaine qui regroupe les lieux fréquentés par des personnes en situation de grande précarité (rues, squats, zones de deal, structures dédiées aux usagers, etc.)
- Les produits : leur nom, leur composition chimique (en lien avec le dispositif SINTES, voir encadré page suivante), leur prix et leur mode de consommation,
- L'organisation et les pratiques des réseaux de trafics locaux et les modalités d'acquisition de proximité.

Le travail d'enquête s'appuie sur des données qualitatives (observations ethnographiques, entretiens collectifs et individuels) recueillies auprès d'acteurs (usagers, intervenants des CAARUD et des CSAPA, agents de l'application de la loi, etc.) dont l'ancrage local contribue à une meilleure compréhension des spécificités territoriales. La fiabilité des données recueillies repose sur leur recoupement systématique : les informations recueillies sont systématiquement confrontées et mises en perspective avec d'autres sources, auprès d'autres acteurs².

Chaque coordination locale produit annuellement un état des lieux de la situation en matière de consommations et de trafics³ vise à :

- Favoriser l'échange, l'acquisition et le partage des informations entre les différents acteurs locaux concernés par la question des drogues.
- Éclairer les décideurs, améliorer le contenu et le pilotage des politiques publiques locales en les faisant reposer sur des informations fiables et un diagnostic commun.
- Appréhender rapidement la portée d'un signal sanitaire, évaluer la réalité d'un phénomène et sa dangerosité potentielle
- Contribuer à l'animation des réseaux professionnels locaux en matière d'addictions

¹ A l'exception de l'alcool et du tabac, le dispositif s'intéresse à l'ensemble des produits psychoactifs, illicites ou détournés de leur usage).

² Pour plus d'informations, voir le guide méthodologique du dispositif TREND :

<https://www.ofdt.fr/publications/collections/methode/guide-methodologique-trend/>

³ Les rapports locaux TREND-SINTES sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/regions-et-territoires/reseau-des-sites-trend/rapports-des-sites-locaux-du-dispositif-trend/>

La coordination nationale du dispositif produit un numéro de *Tendances* qui synthétise les informations recueillies localement. Ponctuellement, d'autres publications thématiques se fondent totalement ou partiellement sur les données recueillies dans le cadre du dispositif Trend (au cours des cinq dernières années sur le GHB/GBL, le protoxyde d'azote ou les usages de drogues des mineurs non-accompagnés)⁴.

TREND-SINTES est implanté en région lorraine depuis 1999. Il est porté par le CMSEA par convention avec l'OFDT et est soutenu par l'ARS Grand Est depuis 2015.

Le système d'analyse des toxiques et des substances (SINTES)

Le dispositif SINTES est un outil de veille sanitaire documente la composition des produits circulant, illicites ou non réglementés (dosage, produits de coupe, identification de nouvelles molécules et logos), à partir des résultats d'analyses des saisies effectuées par les services répressifs d'une part, et des collectes de produits réalisées directement auprès des usagers d'autre part.

SINTES vise à :

- mieux connaître la composition des produits consommés : par la collecte et l'analyse de produits, notamment les substances ayant posé des problèmes sanitaires graves ou inhabituels ou présentant un caractère de nouveauté (appellation, aspect, etc.), ou des substances faisant l'objet d'une veille dite « active »,
- informer le dispositif d'alerte et de transmission d'information rapide, en lien avec les autres acteurs régionaux sur le champ et les niveaux national et européen : l'*Early Warning System* (EWS) de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (European Monitoring Centre on Drugs and Drug Addiction, EMCDDA), ainsi que la Cellule nationale d'alerte (CNA).
- d'apporter des connaissances sur les nouveaux produits auprès des professionnels et des usagers.

Les investigations réalisées en 2022

Au niveau régional, la responsabilité administrative du dispositif est confiée à Lionel Diény, directeur du Centre des Wads-CMSEA. La coordination, englobant le recrutement des responsables d'observations, leur formation, le suivi du recueil de données et l'animation du réseau, est sous la responsabilité de Fabienne Bailly, cheffe de service, secteur « Intervention Précoce » du Centre des Wads. La coordination Grand Est du dispositif SINTES est confiée à Sihem Bouazzi, Chimiste, Centre des Wads-CMSEA.

Les observations ont été réalisées par trois responsables d'observations :

- ✓ Angélique Kummerer, éducatrice spécialisée, a recueilli auprès de ses informateurs des données de nature à renseigner les profils et les usages de drogues (licites ou illicites) de personnes qui fréquentent les bars, boîtes de nuit et autres salles de concerts programmant des musiques électroniques.
- ✓ Thibaut Brück, détenteur d'un master de sociologie, est accompagné pour sa mission d'observation d'une équipe d'informateurs qui lui ont fourni des données sur l'évolution des soirées en 2021, des styles musicaux, des relations entre les différents sound systems, ainsi que des informations sur les produits consommés en free parties.
- ✓ La responsabilité de l'observation des espaces de la marginalité urbaine est confiée à Florian Muratori, éducateur spécialisé. Les données recueillies sont de nature à renseigner les pratiques des usagers précarisés fréquentant les CSAPA/CAARUD mais également des usagers éloignés des centres urbains.

⁴ Ces publications sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/enquetes-et-dispositifs/trend/>

En 2022, 5 groupes focaux ont permis de réunir entre 8 et 12 professionnels des CAARUD de Nancy, Epinal, Metz, Forbach et Thionville et ce, deux fois dans l'année. Ces services développent tous des missions de réduction des risques et des dommages. Les données sont recueillies dans les centres villes, principaux sites d'implantation des CSAPA et CAARUD mais également dans le cadre de leurs permanences décentralisées ou à domicile. Le territoire d'investigation prend donc en compte les usages dans les principales villes, à leur périphérie ainsi qu'en milieu rural.

Deux groupes focaux ont réuni respectivement 12 et 14 professionnels de CSAPA et de CAARUD (médecins, infirmiers, éducateurs et animateurs) et ont permis de recueillir des données sur des populations d'usagers de drogues moins marginalisées.

Un groupe focal application de Loi s'est réuni à la Préfecture de la Moselle et a réuni 16 représentants des forces de l'ordre (police, gendarmerie, douane) de la Meuse, Meurthe-et-Moselle, Moselle et Vosges, du Tribunal de Grande Instance de Metz, de 4 sous-préfectures mosellanes, des services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et de l'Agence Régionale de Santé.

Cinq entretiens semi-directifs avec des professionnels d'équipes mobiles, de CHRS et de prévention spécialisée, des bénévoles, des organisateurs de soirées, ont été réalisés tout au long de l'année, sur différents territoires (Moselle Sud, régions nancéenne et messine, Vosges, Meurthe-et-Moselle Nord, etc.).

Des entretiens ont été réalisés auprès d'usagers de drogues et de revendeurs issus de l'espace de la marginalité urbaine, des espaces festifs mais également dans le cadre de dispositifs d'alternatives aux poursuites judiciaires (obligations de soin et stage de sensibilisation) ou auprès d'usagers venus pour faire analyser leurs produits.

Spécificité de la région lorraine

Bien que la fusion des anciennes régions Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine ait donné naissance en 2015 à l'actuel Grand Est, les données recueillies dans le cadre de TREND suivent les contours géographiques de l'ancienne Lorraine et s'intéressent tout particulièrement aux quatre départements qui la composent : Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse et Vosges.

Avec 2,316 millions d'habitants en 2019⁵, la Lorraine enregistre une baisse constante de sa population depuis 2008 qui s'explique par une baisse des naissances, une augmentation des décès (liée au vieillissement de la population) et peu de nouvelles installations génératrices d'emplois. La Lorraine perd ainsi 8 500 habitants entre 2018 et 2019. Plus précisément, la population a décliné dans certaines communes, c'est notamment le cas de Metz (-1461), Nancy (-306) ou encore Verdun (-438), alors qu'elle a augmenté dans d'autres, comme Thionville (+115), Epinal (+182) ou Toul (+125). Avec ses 23 547 km² de superficie, la Lorraine s'étend ainsi sur 2 339 communes. Le territoire s'articule autour d'un « sillon mosellan » (axe Thionville-Metz-Nancy-Epinal) où se concentre une dynamique économique et démographique autour des principaux pôles urbains (Metz et Nancy), des bassins ruraux avec une activité agricole soutenue et des bassins industriels, souvent en restructuration.

Si la baisse de sa population est une réalité, l'ancienne région Lorraine n'en reste pas moins attractive, notamment grâce à sa situation géographique à la frontière de la Belgique, de l'Allemagne et du Luxembourg. L'interdépendance entre le Luxembourg et le Nord de la Lorraine croît et le Grand-Duché

⁵ Les évolutions démographiques du territoire lorrain figurants dans cette partie sont issues des données de l'INSEE parues en décembre 2019 : <https://www.insee.fr/fr/information/1303542>

attire de plus en plus de travailleurs français, leur offrant un niveau de vie nettement supérieur au reste du territoire. Cependant, dans la perspective de maintenir un niveau de vie confortable, ces frontaliers font le choix de traverser tous les jours la frontière pour travailler tout en conservant leur lieu d'habitation en France.

Au Luxembourg, c'est le secteur de la construction qui offre le plus d'opportunités d'emplois aux travailleurs frontaliers. Ils sont 17,3 % à occuper ce secteur d'activité, loin devant le secteur tertiaire :

« En seconde [place], le commerce (15,6%). Le secteur bancaire ou la finance n'arrive que troisième au classement (12,7%). Les frontaliers sont parfois sous-représentés dans certains secteurs, comme l'administration publique qui demande une maîtrise des trois langues »⁶

Le recrutement des travailleurs frontaliers luxembourgeois suit une courbe ascendante entre 1999 et 2015 à l'inverse des actifs employés en Allemagne dont le nombre global tend à baisser, notamment en Sarre. Cette particularité frontalière présente un intérêt pour l'observation dans le cadre du dispositif TREND au regard de l'accessibilité des produits, corrélée aux aspects suivants :

- Un pouvoir d'achat plus élevé pour les Français salariés au Luxembourg, leur offrant de larges possibilités financières de fréquenter assidûment discothèques et lieux de fête.
- Des échanges fréquents et soutenus entre l'est mosellan et la région sarroise. De nombreux mosellans traversent la frontière pour répondre à des obligations professionnelles, ils perçoivent souvent des salaires supérieurs à ceux appliqués en France. Les lieux de détente (restaurants, bars, discothèques, salle de jeux et cabarets) attirent également de nombreux Français, non seulement grâce à des prix moins élevés mais également parce que le retour chez soi est simplifié par la présence de nombreux taxis peu onéreux.
- Les prix des carburants, du tabac et des alcools en Belgique, au Luxembourg et en Allemagne sont inférieurs à ceux appliqués en France.
- Une situation géographique qui place le territoire lorrain à un carrefour majeur du trafic d'héroïne, de cocaïne et de cannabis.

⁶ Insee Analyses, Grand Est, N°97, juin 2019, <https://oref.grandest.fr/sites/default/files/documents/ea-et-inseefrontaliers>

Trafics locaux et modalités d'approvisionnement

Les évolutions des trafics locaux de drogues illicites décrits dans cette partie s'inscrivent dans un contexte mondial marqué par des niveaux de production en forte augmentation depuis le milieu des années 2010⁷. Cette tendance concerne plusieurs familles de produits : les opioïdes, comme l'héroïne ; les stimulants synthétiques, comme la MDMA-ecstasy ; et semi-synthétiques, comme la cocaïne ; les produits issus du cannabis, etc. Ces productions alimentent un marché ouest-européen parmi les plus importants au monde⁸. La hausse importante des quantités saisies par les forces de l'ordre en Europe tend à illustrer indirectement cette abondance de l'offre internationale. Cette dernière, conjuguée à la forte concurrence entre réseaux de trafic, explique par ailleurs la stabilité voire la baisse des prix de détail et la hausse des teneurs moyennes constatés depuis les années 2010 pour la cocaïne, l'héroïne ou la MDMA-Ecstasy⁹. Le niveau sans précédent des teneurs moyennes de la résine de cannabis tient quant à lui aux mutations de la culture du cannabis au Maroc, principal pays producteur, avec l'introduction de variétés hybrides d'herbe importées entre autres des Pays-Bas, à partir desquelles la résine est fabriquée¹⁰.

L'acheminement des produits sur le sol européen s'inscrit dans un contexte de mondialisation et de multiplication des échanges économiques et s'effectue par des vecteurs divers : le principal d'entre eux, notamment pour la cocaïne, étant la voie maritime via des porte-conteneurs. Le convoi puis la dispersion sur le sol hexagonal s'effectuent également via des moyens de transport divers selon les produits et les zones géographiques : transport maritime, mais également routier ou encore aérien.

Evolution des modalités d'approvisionnement aux Pays-Bas

En Lorraine, la forte disponibilité de l'héroïne et de la cocaïne est liée à la proximité avec les Pays-Bas et la Belgique qui sont les principaux pays d'arrivée et de redistribution de ces substances en Europe de l'Ouest. L'autoroute A31 qui relie les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg vers le sud de la France, l'Italie et l'Espagne est la voie la plus empruntée par les réseaux de drogues (cocaïne, héroïne, cannabis). L'axe Thionville, Metz, Nancy reste l'épicentre de ce trafic avec des ramifications vers Longwy et Mont-Saint-Martin, villes frontalières avec le Luxembourg et la Belgique, portes d'entrée des produits en provenance des Pays-Bas.

La pression de la police, de la gendarmerie, des douanes, encadrées par un partenariat judiciaire transfrontalier de longue date, ont progressivement modifié les modes d'approvisionnement des produits en provenance des Pays-Bas. Certains grossistes hollandais ou belges n'hésitent plus à se déplacer pour assurer le transport et la livraison de produits (cocaïne, héroïne, cannabis) aux réseaux lorrains. Dans ce système, les contacts entre vendeurs et acheteurs se font fréquemment par téléphone. Dans certaines de ces situations, le client lorrain se rend d'abord à un lieu de rendez-vous convenu à l'avance (une aire d'autoroute par exemple) pour être pris en charge par un *rabatteur* du réseau hollandais, chargé de conduire l'acheteur vers le point de vente ou de livraison et de le raccompagner à son véhicule une fois la transaction achevée. Les points de vente et de livraisons sont

⁷ UNODC. World drug report 2022. United Nations, New York, 2022, 123 p.

⁸ EMCDDA. European Drug Report 2022 : Trends and developments. Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2022, 88 p.

⁹ GANDILHON M. L'offre de stupéfiants en France en 2021. OFDT, Paris, 2022, 13p.

¹⁰ CHOUVY P.-A., MACFARLANE J., Agricultural innovations in Morocco's cannabis industry. International Journal of Drug Policy, 2018, Vol. 58, p. 85-91.

volatiles et changent à chaque rendez-vous. Il arrive aussi que les points de vente soient fixes, dans un appartement d'une ville à mi-chemin entre les Pays-Bas et la France, souvent en Belgique, comme en témoigne ce revendeur de cocaïne et de cannabis lorrain en exercice depuis 5 ans. Il vit dans une ville moyenne entre Thionville et Metz se rend directement aux Pays-Bas où il a des contacts pour des achats importants de cocaïne, qu'il revend ensuite en livraison dans un réseau d'une vingtaine de clients réguliers dans un rayon de 30 km autour de son domicile :

« 4h du matin tu prends le départ de p'tites villes frontalières avec la Belgique, tu vois ? En vrai les Hollandais, pour que le Français vienne, ils se rapprochent des frontières, tu vois ? Ils sont à la frontière Belge, comme ça, le Français, il ne fait pas trop de bornes » (Jéréemie, 23 ans, en formation qualifiante)¹¹

Le temps d'attente, souvent long dans ces appartements pour conclure ce type de transaction, est parfois compensé par la possibilité pour les clients de se distraire, de se nourrir voire de dormir :

« Des casseroles grosses comme ça, quatre cinq téléés, un appartement tu ne te rends même pas compte. Dans les beaux quartiers. Centre-ville de Rotterdam, appartement vitré. Ça doit être un loyer à 2000 € j'te mens pas et ils sont dedans à au moins 30 personnes. Parfois ça sonnait, il rentrait et ça ramenait à trois un plat de couscous grand comme la moitié de la pièce et tout le monde mange et tout le monde repart. Et y'a tous les « rouleurs », ils attendent dans une pièce à jouer à la console. Grosses téléés, ça fait même des paris sur « Fifa » en attendant. Tu parles avec des gars de Lille, avec des gars de Lyon » (Jéréemie, 23 ans, en formation qualifiante)

Lorsque les clients (les « rouleurs ») rejoignent la France, ils peuvent parfois emprunter les routes secondaires, jugées moins surveillées, mais la plupart emprunte l'autoroute en prenant garde de se déplacer aux moments les plus denses du flux autoroutier. Les revendeurs lorrains se déplacent ainsi en effectuant en moyenne une heure voire une heure trente de route avec les coffres de leurs véhicules chargés de produits. Le témoignage ci-dessous est celui d'un lorrain qui achète héroïne, cocaïne et cannabis aux Pays-Bas chez un grossiste qu'il connaît depuis une vingtaine d'années et en qui il a confiance et revend les produits (sur Metz et Nancy principalement). Lui-même consommateur d'héroïne, de cocaïne et de cannabis, il ne fréquente ni de CSAPA ni de CAARUD en dehors des rendez-vous obligatoires pour honorer sa condamnation à une « obligation de soins ». Au cours de sa vie, il a été incarcéré 12 ans, essentiellement pour des affaires liées aux stupéfiants. Au moment de l'entretien il indique souhaiter s'éloigner des trafics pour renouer des liens avec sa fille dont il est séparé depuis 5 ans :

« En général, c'est deux kilos de brun [héroïne], avec un kilo et demi de coupe, et t'as le pavé de Cess [cocaïne] qui est intouchable, chargé, scellé. En général ça charge ça quoi. Y'a 4 à 5 kilos dans la voiture plus 2 ou 3 kilos de Skeud ; [herbe de cannabis] dans le coffre quoi » (Etienne, 48 ans, employé dans le secteur du nettoyage)

Certains réseaux sont susceptibles de voyager en convoi, la voiture « ouvreuse », à l'affût du moindre obstacle (présence des forces de l'ordre, par exemple) est en mesure d'informer rapidement le conducteur du véhicule qui la suit pour qu'il modifie sa trajectoire en conséquence. D'autres feront le choix de changer de véhicule pour se déplacer avec des plaques d'immatriculation belges en Belgique puis dès leur arrivée en France, ils s'équiperont en conséquence :

¹¹ Tous les prénoms ont été changés.

« En règle générale, tu fais le trajet en Belgique avec une voiture Belge. Ça veut dire que tu traverses la Belgique avec des plaques Belges et arrivé en France, tu prends la voiture Française et tu finis » (Jéréemie, 23 ans)

Les revendeurs lorrains s'approvisionnent pour la plupart chez un grossiste qu'ils connaissent, les fournisseurs hollandais, étant réputés pour vendre des produits de bonne qualité. Le gramme de cocaïne, par exemple, peut alors se négocier autour de 20€ (pour être revendu en Lorraine entre 50 et 80€), à condition de faire des achats en quantité comme le rapporte ce revendeur :

« 22€, à partir de 50 grammes mais faut être un bon client aussi, ça c'est quand on discute là-bas. Si je dis à mon fournisseur voilà, moi il me faut 30 kg de shit, 2 kg de schmack [héroïne] et 1 kg de C [cocaïne], là elle sera à 22 le g que je prenne 50 ou 100g, il faut que je prenne d'autres trucs avec » (Etienne, 48 ans)

Si des revendeurs lorrains se déplacent vers les Pays-Bas ou la Belgique, l'inverse (des vendeurs hollandais vers la Lorraine) est également observé. C'est par exemple le cas exposé ci-dessous par ce revendeur qui fournit des usagers-revendeurs en cocaïne, cannabis et héroïne et qui a déjà été incarcéré pour ces activités :

« Mon fournisseur [un grossiste hollandais d'une quarantaine d'année vivant à proximité de Rotterdam] vient directement chez moi. J'ai même plus besoin de lui dire ce que je veux, il vient me livrer tous les deux mois, c'est réglé ! » (Yann, 37 ans, intérimaire dans le secteur du bâtiment)

Les acteurs du trafic lorrain

Des réseaux organisés

En termes d'organisation, les trafics et les modalités d'approvisionnement en Lorraine ne se différencient pas du reste de la France si ce n'est par l'intensité des trafics transfrontaliers. L'accessibilité et la disponibilité des produits vont être plus ou moins importantes, en fonction des territoires (zones urbaines, péri-urbaines ou rurales) mais la diversité des modalités d'offre de produits (sur des points de vente, en livraison avec commande au préalable, dans des appartements dédiés ou entre usagers-revendeurs) perdure en 2022.

L'agglomération nancéenne apparaît comme un secteur stratégique du transit des drogues (particulièrement de l'héroïne et de la cocaïne) en provenance de la Belgique ou des Pays-Bas à destination du Sud de la France vers l'Italie mais aussi vers l'Alsace et la Suisse. Les réseaux de vente de cannabis s'organisent plus souvent, selon les services des douanes, à partir de l'Espagne vers l'Allemagne :

« On (les professionnels de la police nationale) a des spécificités, la résine et l'herbe de cannabis ça c'est des flux qui remontent d'Espagne et qui vont principalement vers l'Allemagne, ça transite par le vecteur des poids lourds. Et à l'inverse l'héroïne et la cocaïne qu'on va intercepter dans l'autre sens donc ça provient des Pays-Bas et ça redescend via la Belgique et Luxembourg et les destinations sont ensuite un peu plus éclatées, essentiellement vers la Suisse et l'Italie » (Agent de la police nationale de Nancy)

Certains secteurs du territoire messin apparaissent également comme particulièrement empruntés par les réseaux de trafic organisé. Les acteurs de ces réseaux sont des grossistes et semi-grossistes lorrains qui se fournissent pour la plupart à Maastricht, Rotterdam ou encore Amsterdam. L'aspect clandestin

et illicite de ces transactions complique considérablement l'observation de ces phénomènes. En effet, nos informateurs ont récolté peu d'informations concernant les modalités concrètes de ces approvisionnements en dehors de transactions liées à la vente d'adresses de fournisseurs hollandais :

« Mais ça se passe comme ça, la plus part du temps ouai ça vient que de Hollande. En plus ils (les grossistes lorrains) ont tous les adresses. C'est des adresses de fournisseurs qu'ils se passent, ils se les passent entre eux, ça coûte 1500 à 3000 € l'adresse » (Jérémy, 23 ans)

Par ailleurs, les saisies de cannabis semblent se stabiliser alors que celles de la cocaïne et de l'héroïne ont augmenté comme le constate ce professionnel des douanes :

« Donc en 2022 pour le département de la Moselle on a saisi un peu plus de 58kg d'héroïne, une tendance qui est en très forte progression, on a multiplié par 8 les saisies par rapport à 2021. Pour la cocaïne on a saisi un peu plus de 90kg, là aussi en très très nette progression fois 10 par rapport à l'année passée. Pour le cannabis on a saisi plus d'une tonne et 14kg, là on est relativement stable sur les années passées » (Représentant des douanes)

Pratiques artisanales et réseaux d'usagers-revendeurs

En dehors des pôles urbains où le marché des drogues est dominé par des réseaux organisés, sur d'autres secteurs géographiques, d'autres acteurs peuvent être mis en évidence. C'est notamment le cas de Verdun, de Bar-le-Duc en Meuse, de Fameck, d'Uckange et de Forbach en Moselle et de Saint-Dié dans les Vosges. Si le trafic dans ces secteurs apparaît comme plus artisanal et souvent le fait d'usagers-revendeurs, il s'est néanmoins fortement professionnalisé, avec la pratique des livraisons (à domicile ou dans l'espace public) et une utilisation importante des réseaux sociaux, selon les tendances observées ces dernières années dans le réseau TREND.

Déjà observés en 2021, des vendeurs « indépendants » (qui ne font partie d'aucun réseau) poursuivent leurs activités en 2022. Ils se fournissent en produits, aux Pays Bas et en Belgique ou à un grossiste dans la région, qu'ils revendent principalement à un réseau de clients fidèles. Interrogé une première fois en 2021, un trentenaire, sans emploi, vendant différents produits (ecstasy, MDMA, 3MMC, LSD et cannabis) poursuit ses activités en 2022. Un autre revendeur « indépendant », salarié d'une entreprise de livraison, utilise son véhicule professionnel pour faire livrer ses clients à leur domicile, principalement en cocaïne comme le relate ci-dessous l'un d'entre eux :

« Je me fournis toujours chez un gars qui me livre de la cocaïne à la maison, c'est un indépendant. Il est sur le marché depuis la fin du confinement je dirais... il est règlo. C'est un gars qui bosse dans une boîte de livraison, il vient avec sa camionnette, c'est ni vu ni connu ! » (Simon, 36 ans, enseignant, consommateur régulier de cocaïne)

A la frontière allemande, certains consommateurs et usagers-revendeurs du secteur de Forbach, Sarreguemines voire Sarrebourg, se déplacent fréquemment vers Sarrebruck (Ville frontière allemande) où ils trouvent une offre de cocaïne, cannabis et héroïne. Les échanges entre l'est mosellan et la région sarroise sont historiquement fréquents et soutenus. Ces échanges sont associés au quotidien (courses alimentaires, vestimentaires...), aux lieux de détente (bars, discothèques et salle de jeux) et à l'activité professionnelle pour de nombreux frontaliers. Dans ce contexte, le commerce des drogues est, en partie, le fait d'usagers-revendeurs mosellans et sarrois. Ils entretiennent souvent des rapports de proximité, se connaissent, pour certains, de longue date. Ils se dépannent en produits, les troquent, les échangent ou les vendent. Selon nos observateurs, des transactions concernant la cocaïne, l'héroïne et le cannabis sont visibles bien que discrètes à Sarrebruck, en centre-ville, aux abords de la gare et dans de petites ruelles, peu passantes.

A la frontière belge vers les Pays-Bas, les allers-retours des usagers-revendeurs, notamment meusiens pour s'approvisionner en drogues semblent se stabiliser depuis quelques années, selon les forces de l'ordre. Aujourd'hui, les usagers-revendeurs de Verdun se rendent souvent à Metz pour s'approvisionner en héroïne, cocaïne et cannabis alors que ceux de Bar-le-Duc se déplacent plus fréquemment à Nancy :

« Pour Bar-le-Duc les toxicomanes se ravitaillent principalement sur Nancy, ils y vont en train ou en voiture, ils achètent l'héroïne entre 5 et 7 euros avec une qualité moindre mais s'en contentent » (Représentant de la Gendarmerie de la Meuse)

Considéré comme « un trafic de fourmi », le trafic de stupéfiants animé par des usagers-revendeurs s'observent dans tous les espaces investigués avec une diversité de produits à la vente, en fonction des profils des usagers et des contextes de consommations. Certains usagers-revendeurs fréquentant les structures de soin et d'hébergement (CAARUD, CHRS...) s'approvisionnent en produits (cocaïne, l'héroïne et cannabis) chez un semi-grossiste lorrain (souvent à Metz ou Nancy) et vendent au détail dans leur réseau de proximité¹² (dans la rue, aux abords des CAARUD, des CHRS, au domicile du client, etc.). D'autres, qui fréquentent régulièrement le milieu de la fête, participent à la circulation, dans cet environnement, des produits (l'ecstasy, la kétamine, le LSD et la cocaïne) qu'ils se procurent parfois sur Internet (la kétamine et l'ecstasy notamment).

Le trafic de « cité » et ses évolutions

Le marché des drogues en Lorraine a subi de profondes transformations depuis le milieu des années 2010, amplifiées par la crise sanitaire liée à la COVID 19 : diversification des produits vendus (cannabis, cocaïne, héroïne), transformation et « professionnalisation » des réseaux. Désormais, la plupart des réseaux implanté dans certains quartiers où ils tiennent des points de vente physiques, ont ouvert des comptes afin de faciliter les commandes, sur des applications numériques ou des messageries cryptées où une grande diversité de produits est proposée à la vente.

Cependant, l'organisation pyramidale du trafic persiste. Au bas de l'échelle, les guetteurs ou les « chouffs » sont chargés de surveiller la circulation à proximité du point de deal. Âgés de 12 à 16 ans ou plus, ils signalent les problèmes qui peuvent survenir ou une arrivée indésirable, de la police par exemple. Leur rémunération dépend du lieu à surveiller et de sa difficulté. Elle peut être d'une centaine d'euros par semaine. Pour monter dans la hiérarchie, les débutants doivent apporter satisfaction à leurs aînés dans l'organisation, comme le rapporte ce semi-grossiste :

« C'est les débutants qui commencent qu'on met sur la place du marché, on les met là pour les faire bosser et on regarde lequel sort du lot. Celui qui sort du lot deviendra semi-grossiste » (Etienne, 48 ans)

Les rabatteurs sont chargés de trouver, guider ou conduire les clients vers le vendeur. Quelquefois, ils se chargent également d'aller chercher le produit pour le client et le lui rapportent. Ce phénomène s'est nettement accentué depuis 2020 avec l'augmentation des livraisons au domicile du client ou sur un lieu convenu à l'avance. Afin de s'adapter aux exigences d'un marché en évolution, certains rabatteurs sont ainsi devenus livreurs comme le souligne ce professionnel de la Sécurité publique pour ce qui concerne la Moselle :

¹² Amis et clients réguliers, principalement

« À 12 ans c'est des petits guetteurs ou alors des rabatteurs mais ils ne sont plus uniquement sur ces rôles là mais également à la livraison » (Représentant de la Sécurité publique de Moselle)

Lorsque dans certains quartiers des villes comme Metz, Nancy, Thionville, Epinal ou Verdun, la vente de produits stupéfiants sur des lieux fixes perdure, d'autres modalités sont connues par les acteurs du trafic, c'est notamment le cas pour la vente sous forme de « drive ». Dans ce contexte, le client passe commande par le biais de réseaux sociaux comme Snapchat ou Télégram et sera livré directement dans son véhicule à une heure et un lieu convenu préalablement :

« Ah oui les drives existent aussi, vous appelez et ils (souvent des rabatteurs ou des coursiers) vous livrent dans la voiture, ils sont en scooters et ils vous livrent dans la voiture. Alors aujourd'hui il faut passer par les réseaux sociaux Snapchat, Télégram, c'est plus par téléphone mais le principe est le même, vous laissez un message, ils vous donnent rendez-vous et vous livrent dans la voiture » (Etienne, 48 ans)

Les clients sont qualifiés de « clatz » par les vendeurs de cité lorsqu'ils sont reconnus pour leurs usages problématiques et abusifs d'héroïne et de cocaïne. Leurs représentations très négatives de l'héroïnomanie persistent, le cocaïnomanie étant mieux perçue :

« Bon quand c'est l'héroïne, c'est beaucoup le gars dépravé tu vois. Le gars tu vois que dans sa vie, son allure, ses gestes de mains, ou dans sa voiture, il fait des trucs bizarres. Le clatz de cesser [cocaïne], il est un peu plus parano. J'sais pas comment dire... vu qu'il prend un truc un peu plus classe, il a déjà un pouvoir d'achat qui est plus important et donc, il est moins salement habillé, moins triquard que le gars qui vient prendre du brun [héroïne] » (Jérémy, 23 ans)

Des clients se rendent également sur des points de deal implantés en cité principalement pour se fournir en cannabis et en cocaïne, cette dernière étant recherchée pour ses effets stimulants :

« J'vois beaucoup les camionnettes là, pour la C [cocaïne], tout ce qui est bâtiment, les trucs comme ça. Les gars ils ont besoin de boost tu vois ? Ils ont besoin de tenir, tu vois ? » (Jérémy, 23 ans)

Des phénomènes de violences aux abords des lieux de trafic sont encore relatés en 2022, par les forces de l'ordre, avec des règlements de comptes entre vendeurs et acheteurs, souvent liés à des dettes pour des achats de cocaïne ou alors entre vendeurs de territoires différents, comme c'est le cas dans la Meuse par exemple :

« On (Gendarmerie de la Meuse) a eu une série de violence en 2022 avec des règlements de comptes entre dealers messins mais également des locaux qui braquaient les points de deal avec des coups de feu qui ont été échangés » (Représentant de la Gendarmerie de la Meuse)

La présence d'armes (de poing, armes blanches et armes à feu) est également constatée dans la plupart des saisies effectuées au courant de l'année mais également aux abords des lieux de trafic fixes ou des drives :

« On (Gendarmerie de la Meuse) a noté également que ceux qui tiennent les points de deal, qu'ils soient mineurs ou pas, détiennent souvent des armes, on retrouve dans beaucoup de cas, des armes dans les points de deal » (Représentant de la Gendarmerie de la Meuse)

Développement des points de vente temporaires

La vente de cocaïne, d'héroïne et de cannabis dans des points de vente temporaires (appartements ou locations saisonnières ou touristique) est un phénomène observé depuis 2019 et la multiplication de ce type de transactions est encore observée dans tous les départements lorrains en 2022. Il s'agit d'un mode d'organisation investis par des réseaux de cité (de Nancy et de Metz principalement) et qui se déploie sur différents territoires comme c'est le cas dans la Meuse par exemple :

« Le trafiquant nancéien se déplace à Bar-le-Duc à partir de 200 à 300 euros de commande. Il se déplace en voiture et livre puis repart sur Nancy. On voit ça depuis une année. Pour Verdun l'axe c'est Metz, Metz/Verdun. Nos amis Messins viennent s'implanter à Verdun, ils font des points de deal dans des appartements qui sont des squats dont les locataires sont également toxicomanes et ils changent de lieux toutes les semaines, tous les 15 jours » (Représentant de la Gendarmerie de la Meuse)

En zone urbaine, les modalités de la vente en appartement peuvent s'organiser à l'initiative d'un semi-grossiste, à la tête d'un réseau de vendeurs qui assurent la communication par le biais des applications numériques et occupent des appartements (vides et exclusivement dédiés à la vente de drogues), comme c'est encore le cas à Metz en 2022. Un usager décrivait des appartements loués en centre-ville de Metz dans lesquels des vendeurs, « sous-traitants » d'un semi-grossiste, proposaient un panel de produits diversifiés à la vente : de la cocaïne, du cannabis, de l'ecstasy, de la kétamine mais rarement de l'héroïne. Les clients sont avertis par le biais d'applications numériques (bien que l'utilisation des SMS perdure) des heures d'ouverture de ces points de vente. Pour s'assurer d'une plus grande discrétion, les vendeurs semblent modifier fréquemment leurs créneaux d'ouverture et peuvent réguler le flux de leur client en leur proposant des rendez-vous. Ces clients sont souvent insérés sur le plan socio-économique, (jeunes salariés, étudiants, apprentis, indépendants). Tous maîtrisent parfaitement la communication sur les applications numériques :

« La kétamine je vais l'acheter dans un appart près de la gare, je vais toujours là. Les gars qui vendent c'est des gars qui sont mis là par des plus gros de X, ils vendent de tout mais moi j'y vais pour la ké. Tu peux avoir de la C, des taz et des trucs comme ça mais moi, ça m'intéresse pas. Ils te préviennent de l'heure où tu peux y aller, ça change tout le temps, t'y vas et t'es servi » (Elias, 23 ans, en alternance, consommateur régulier de kétamine et de cannabis et vendeur occasionnel de cannabis)

En ville, d'autres modalités de vente de drogues en appartement sont également connues par des usagers de drogues. Des appartements, lieux de vie d'usagers, souvent en situation de précarité, sont parfois investis, sans que le choix ne leur soit toujours laissé, en échange de produits ou, plus rarement, d'argent. Dans ce contexte, les modalités de vente et d'approvisionnement peuvent sensiblement différer. Dans certains cas, c'est le trafiquant qui se déplace pour assurer lui-même les transactions avec la clientèle qu'il aura préalablement prévenue par le biais d'applications numériques. Dans d'autres cas, il livre les produits et l'hôte devra se charger de la vente au détail (quelques fois sous la contrainte). Il peut également arriver que le trafiquant délègue la livraison à un « livreur » qui se chargera d'assurer l'acheminement des produits en laissant le soin à l'hôte de les écouler. L'ambiance générale dans ces lieux de vente est souvent conflictuelle voire violente et il n'est pas rare que des usagers subissent les conséquences de transactions mal abouties :

« J'ai un de mes suivis¹³ qui s'est fait passer à tabac pour des histoires de coke, il prêtait son appartement pour de la vente à des gars de Nancy et s'est retrouvé en difficulté à cause d'un autre gars qui avait laissé une grosse ardoise » (Educateur en CAARUD)

Dans ces appartements, la cocaïne, l'héroïne et le cannabis sont les principaux produits proposés bien que des ventes de kétamine aient été rapportées par des usagers. Les clients sont souvent poly consommateurs (héroïne, cocaïne, cannabis, alcool). Parfois en situation de précarité, ils cumulent des problématiques d'accès à l'emploi et de logement (une majorité vit en CHRS). Certains, sous-main de justice, fréquentent régulièrement les CAARUD où ils sont susceptibles de rencontrer d'autres personnes au profil semblable.

Déplacements des trafics vers les zones rurales

Les déplacements des trafics vers les zones rurales s'opèrent fréquemment à partir des grands pôles urbains (Nancy et Metz) mais des vendeurs de communes plus petites (autour de 10 000 habitants), comme c'est le cas sur l'axe Metz/Thionville, participent également à ces trafics. Ces vendeurs, pour la plupart, également livreurs, tentent de se démarquer de leurs concurrents :

« Moi je suis moins cher qu'à Metz, je vends le gramme de C [cocaïne] à 60 balles, dès fois 50 quand le gars achète plus » (Jérémie, 23 ans)

En zone rurale, des appartements occupés par des usagers sont également mis à disposition de trafiquant en échange de produits ou parfois d'argent. Les jours et les heures d'ouverture de ces points de vente sont préalablement définis entre le vendeur et l'occupant des lieux. Ce type de trafic est rapporté dans des communes comme Bouzonville (3926 habitants), Boulay (5565 habitants) ou encore Creutzwald (13000 habitants). Dans ce contexte, le trafiquant peut se déplacer à plusieurs endroits dans une même journée, comme l'indique le témoignage ci-dessous d'un usager régulier et revendeur de cocaïne, d'héroïne et de cannabis, qui fournit les consommateurs de son environnement amical et social. Il réside dans une petite ville de Moselle et bénéficie des minima sociaux :

« Je te donne un exemple, il (un fournisseur) peut être de 13h00 à 15h00 à B., de 16h00 à 18h00 à F. et de 20h00 à 22h00 à C., il tourne dans ses bases » (Mathieu, 31 ans)

La clientèle est informée de l'ouverture des ventes par l'hôte des lieux ou alors le vendeur lui-même se charge de communiquer auprès de sa propre clientèle, principalement par le biais des applications numériques bien que l'utilisation du téléphone perdure. D'autres modalités de vente ont également été repérées comme c'est le cas dans une commune de 5300 habitants à l'est de la Moselle où une maison abandonnée et dédiée au trafic est connue par certains usagers de drogues. Une femme, consommatrice régulière de cocaïne et de cannabis, rapportait par exemple que le prix de la cocaïne était tagué sur la façade:

« C'est fait discrètement mais quand tu connais, tu sais ce que ça veut dire, c'est une baraque où personne vit, c'est juste fait pour le business » (Eva, 25 ans, au chômage, dans l'attente d'une entrée en formation)

¹³ Homme de 26 ans, poly consommateur de cocaïne, héroïne et médicaments. Célibataire, il vit dans un logement prêté par un membre de sa famille, dans des conditions proches de l'insalubrité (l'électricité lui a été coupée pour non-paiement de factures)

Les prix des principales drogues à Metz

Tableau 2. Les prix des principales drogues à Metz en 2022 (en euros, pour 1 gramme sauf mention contraire)

Produits		Prix	Commentaires
Cannabis	Herbe	Prix courant : 10€ Prix bas : 8€ Prix haut : 20€	Les prix sont stables en 2022
	Résine	Prix courant : 8€ Prix bas : 6€ Prix haut : 15€	
Cocaïne		De 50 à 80€	Le prix varie en fonction de la proximité du vendeur et de son client. Il varie également en fonction de lieu géographique (souvent plus chère en espace rural et aux frontières)
MDMA/Ecstasy	Comprimé	De 5 à 10€	Le prix varie en fonction du nombre de comprimés achetés
	Poudre	De 20 à 40€	Prix relativement stable (plus rare)
Amphétamine/speed		De 5 à 20€	Prix stable
Kétamine		De 30 à 40€	Pas de variation importante de son prix depuis quelques années
3MMC		40€	Prix stable
LSD		10€	Prix stable
Héroïne		De 8 à 30€	Prix variable en fonction du territoire
Médicaments opioïdes revendus	Méthadone	Prix courant : 5€ la fiole de 40 mg	Prix stable
	Sulfates de morphine (Skenan®)	Prix courant : 8/10€ la gélule de 200 mg	Prix stable et usages ponctuels
	BHD (Subutex®)	De 3 à 5€ le comprimé 20€ la plaquette de 7 comprimés	Prix stable
Autres médicaments psychotropes revendus	Prégabaline (Lyrica®)	De 5 à 8€ la boîte	Prix stable
	Tramadol	Pas de prix relevés en 2022	

Les prix des drogues en 2022 et figurant dans ce tableau ont été relevés auprès d'usagers, (notamment lors de leur demande d'analyse au laboratoire), des professionnels des CAARUD qui relèvent tout au long de l'année les prix auprès des publics qu'ils accompagnent, des professionnels de CSAPA et des bénévoles qui interviennent en espaces festifs.

Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine

Données de cadrage en région Grand-Est¹⁴

En ce qui concerne les caractéristiques des personnes prises en charge dans les CSAPA (Centre de soins et d'accompagnement et de prévention en addictologie), tous produits confondus, la région Grand Est se différencie assez peu de la moyenne nationale bien que la proportion des nouveaux patients y soit plus faible et notamment dans le territoire lorrain (36 % vs 43 %). La part des patients ayant déjà utilisé la voie intraveineuse y est cependant plus élevée qu'ailleurs en France (18 % vs 16 % pour l'ensemble du Grand-Est et 20 % vs 16 % pour la Lorraine).

L'âge moyen et la répartition par tranche d'âge est identique aux valeurs nationales mais la proportion des ouvriers est plus élevée (30 % vs 25 %), cette spécificité est par ailleurs observable pour toutes les addictions considérées. Également plus élevée en Grand-Est, la part des personnes disposant d'un logement indépendant de façon durable (46 % vs 41 %) et de revenus d'emploi (44 % vs 36 %).

Concernant les consommations des personnes accueillies en CSAPA, elles diffèrent peu de celles observées dans l'ensemble de la France si ce n'est que l'héroïne est plus fréquemment citée comme produit à l'origine de la prise en charge (61 % vs 54 %).

Les CAARUD (Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues) de la région Grand-Est se caractérisent par une proportion d'usagers de 25 ans particulièrement faible (3 % vs 7 %) accompagnée d'une plus grande part des 25-34 ans (37 % vs 31 %).

La part des femmes parmi les usagers des CAARUD du Grand-Est est identique à celle observée au niveau national (19 %). Les données des rapports d'activité des CAARUD montrent cependant que la part des femmes dans le public rencontré par les unités mobiles des CAARUD du Grand-Est atteint 45 %, chiffre beaucoup plus élevé qu'au niveau national (23 %).

Concernant l'insertion sociale, la proportion des usagers identifiés comme étant en grande précarité est nettement moins élevée qu'au niveau national (9 % vs 37 %), au profit des personnes faiblement précarisées (44 %* vs 37 %). Cette différence est à mettre en lien avec de meilleures conditions de logement puisque 56 % d'entre eux occupent leur propre logement contre 44 % pour la France entière et seuls 7 % sont sans domicile fixe contre 16 % au niveau national. Un plus grand nombre bénéficie par ailleurs, de revenus d'emploi et d'allocations chômage (21 % vs 19 %) et sont également plus souvent bénéficiaires du RSA (54 % vs 41 %).

Les usagers des CAARUD se démarquent par des consommations plus importantes d'opiacés (87 % vs 73 %). Il s'agit notamment d'héroïne mais aussi de Buprénorphine haut dosage (BHD) et de méthadone. La part des usagers fréquentant les CAARUD se disant en traitement de substitution aux opiacés est, par ailleurs, significativement supérieure à la moyenne nationale (70 % vs 55 %). Les

¹⁴ Les éléments du paragraphe « données de cadrages » sont issus du portrait de territoire « Addictions en Grand-Est Consommations de substances psychoactives et offre médicosociale » OFDT, 2019, <https://www.ofdt.fr/publications/collections/rapports/portraits-de-territoire/addictions-en-grand-est-consommations-desubstances-psychoactives-et-offre-medicosociale/>

benzodiazépines font aussi plus souvent partie des produits consommés par les usagers des CAARUD (50 % vs 40 %). À l'inverse, les usagers des CAARUD du Grand-Est sont moins consommateurs de stimulants que dans l'ensemble de la population des CAARUD (46 % vs 56 %).

Comme dans les CSAPA, les usagers des CAARUD dans le Grand-Est ont plus souvent recours aux pratiques d'injection comparés à l'ensemble du territoire français (56 % vs 48 %), notamment pour ce qui concerne l'héroïne sans pour autant que le partage, par les injecteurs, d'au moins un élément du matériel d'injection ne soit plus élevé qu'au niveau national (23 % vs 27 %).

L'interdépendance des usages d'héroïne et de médicaments de substitution (MSO)

Peu de changements sont à relever, en 2022, concernant les profils et les pratiques des usagers en situation de précarité de Nancy et de Metz. Polyconsommateurs pour la grande majorité, ils associent fréquemment l'alcool et le cannabis à l'héroïne et la cocaïne.

L'injection reste une pratique fréquente parmi les usagers d'héroïne des CAARUD même si certains préfèrent l'inhaler par la technique de « la chasse du dragon », en particulier, lorsque leur système veineux est trop endommagé. Cependant, selon nos observateurs, la disponibilité de l'héroïne n'est pas égale sur tout le territoire. Très présente dans la Meuse, dans certaines zones des Vosges ou dans le Sud de la Moselle, elle semble moins disponible dans les grandes agglomérations, les usagers en grande précarité lui préférant souvent la cocaïne, plus aisée à se procurer. Ce constat déjà établi en 2021 se confirme en 2022.

De nombreux usages hors protocole médical de Subutex/Suboxone ou de méthadone sont encore observés en 2022 chez des usagers d'héroïne, principalement injecteurs qui fréquentent les CAARUD. Certains sont habitués à se fournir en TSO au marché noir et ne s'inscrivent pas dans un parcours de soins :

« De la méta ou du Sub t'as toujours l'occas d'en trouver, t'as toujours un gars qui peut te dépanner si t'es pas bien... moi je me débrouille comme ça » (Cédric, 29 ans, hébergés en CHRS, poly consommateur depuis une dizaine d'années d'héroïne, de cocaïne, de cannabis, de médicaments et de TSO)

D'autres usagers qui peinent à mettre à jour les documents nécessaires pour intégrer un protocole de soins se fournissent également dans la rue :

« Je suis en France depuis 6 mois, je suis Albanais et je prenais déjà de l'héroïne chez moi et maintenant il faut que j'attende mes papiers pour aller chez le médecin enfin c'est ce qu'ils (les professionnels du CAARUD) m'ont dit alors j'attends... » (Florim, 26 ans, arrivé en France en 2022, non francophone, en attente de papiers d'identité, hébergé chez un membre de sa famille)

Intensification des usages de cocaïne basée

Depuis 2014, le marché et les usages de cocaïne suivent une courbe ascendante en Lorraine comme dans le reste de la France. Du fait de la baisse des prix de la cocaïne, ses usagers se sont très largement diversifiés. Consommée, en contexte festif ou professionnels (tenir des cadences ou combattre la fatigue), chez soi entouré d'amis ou seul, en 2022, la cocaïne reste très présente dans les investigations réalisées par le dispositif TREND.

Dans les CSAPA de Nancy, Metz et Epinal, les demandes d'aides à propos de la cocaïne connaissent une augmentation constante ces dernières années, même si elles restent très en deçà de celles concernant l'alcool et le cannabis. Ce produit est par ailleurs fréquemment cité parmi les trois premiers produits consommés par les usagers, après l'alcool et le cannabis. De plus, dans la région lorraine, les intervenants observent une grande diversité des profils de consommateurs. Une partie est bien connue des structures de soin : des usagers en situation de précarité, polyconsommateurs, qui injectent la cocaïne, souvent associée à de l'héroïne mais aussi des usagers plus insérés dont les consommations en sniff deviennent plus difficilement gérables et pour qui une addiction s'installe. Certains consommaient initialement en contexte festif alors que d'autres, issus de milieux artistiques, bancaires ou de la restauration, disent consommer de la cocaïne pour faire face à un contexte professionnel difficile. Les professionnels de CSAPA observent également de nouveaux profils de consommateurs de cocaïne sous forme basée : des hommes et des femmes, de 20 à 35 ans, insérés au plan socio-économique et dont les usages la cocaïne étaient occasionnels et uniquement en sniff. Le passage de l'inhalation de la cocaïne à sa voie fumée s'opèrent souvent par initiation, entre pairs, pour procéder à sa transformation :

« Avant je sniffais la coke, je savais pas la baser, j'ai appris avec un gars qui maitrisait et petit à petit je m'y suis mis et maintenant j'alterne » (Simon, 36 ans)

Usages problématiques de médicaments non opioïdes

Déjà observée en 2021, la présence des patients vus en CSAPA pour des problématiques liées à des prescriptions de médicaments antalgiques, notamment de Tramadol®, se confirme. Il s'agit de patients (souvent des femmes) disposant d'un emploi et d'un logement, avec des prescriptions médicamenteuses pour des douleurs aiguës, à renouveler et qui s'inscrivent souvent dans la durée en entraînant des effets d'accoutumance. Orientés par les équipes de liaison hospitalière ou les médecins généralistes, ces patientes sont plus souvent accueillies et accompagnés en CSAPA ces dernières années.

Visibilité accrue des usagers de Lyrica®

Les consommations de Lyrica®, semblent acquérir une plus grande visibilité et des signaux de mésusage émanent de certaines pharmacies, notamment par le biais d'ordonnances falsifiées :

« Alors, c'est apparu il y a à peu près un an et demi/ deux ans. J'ai commencé à avoir des appels de pharmacies qui nous informaient qu'il y avait pas mal de mésusages de Lyrica® » (Infirmier en CSAPA)

Les profils des consommateurs de Lyrica® repérés par nos informateurs sont relativement hétérogènes. Certains usagers solitaires, en situation de grande précarité cumulant des problématiques d'addiction à des maladies psychiatriques, sont repérés dans les CAARUD d'Epinal, de Nancy et de Forbach. Des consommateurs d'opioïdes (héroïne et Skenan®) sont repérés par les professionnels des CAARUD, principalement dans les Vosges. Ils ont recours au Lyrica® pour ses effets anxiolytiques :

« Il [un usager d'héroïne par voie injectable et ponctuellement de Skenan® de 45 ans, vit chez ses parents] me l'a dit clairement qu'il aimait bien ça parce que ça cassait son anxiété, il était plus détendu et moins angoissé. Le Lyrica® c'est un traitement qui est utilisé pour les neuropathies en générale, mais ça a un effet anxiolytique important et à fortes doses on peut avoir un état d'ébriété » (Infirmier en CSAPA)

Plus visibles sur les territoires de Forbach, Sarrebourg et à la frontière avec l'Allemagne, des usagères de cocaïne sont repérées par les professionnels des CAARUD. Elles consomment également du Lyrica® pour ses effets proches de ceux de l'alcool entraînant un état d'ébriété qui facilite leurs descentes de cocaïne. Ces femmes ont environ 30 ans, cumulent des emplois précaires, sont logées en CHRS pour certaines, en logement indépendant pour d'autres et bénéficient pour la plupart, d'un réseau social, notamment amical, relativement étayé.

De jeunes usagers nord africains, déjà repérés en 2021 sont encore visibles en 2022, notamment dans les services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Ils sont mineurs ou jeunes majeurs, souvent isolés et bénéficiaient déjà de ce type de traitement dans leur pays d'origine :

« Des jeunes, souvent des MNA qui viennent d'Afrique et sont en attente de leurs papiers. De ce que je sais, quelques-uns avaient déjà des prescriptions avant d'arriver en France » (Chef de service, PJJ)

Les modes d'approvisionnement du Lyrica® restent inchangés. Certains détournent des prescriptions ou falsifient des ordonnances et des pratiques de nomadisme médical sont observées par des professionnels de CAARUD, dans les Vosges et en Moselle.

Kétamine : une plus grande disponibilité dans l'espace de la marginalité urbaine

Médicament utilisé en médecine humaine et vétérinaire, la kétamine fait également l'objet d'usage hors cadre médical. Très majoritairement sniffée, elle peut également être injectée par voie intraveineuse ou intramusculaire. À forte dose, le produit possède des propriétés anesthésiques et analgésiques. À dose plus faible, son usage est susceptible d'entraîner des effets hallucinogènes (et notamment de distorsion de la perception visuelle et corporelle). À Nancy ou Metz, la kétamine est acheminée par des vendeurs, parfois usagers, qui se procure le produit en Belgique, aux Pays Bas et parfois en Angleterre. Traditionnellement observés en espaces festifs alternatif, les usages de kétamine s'étendent progressivement aux soirées privées, entre amis. Des usages en solitaire sont également relevés. La kétamine demeurerait peu visible parmi les usagers en grande précarité mais l'année 2021 marquait une évolution qui se confirme en 2022. Ainsi, la kétamine semble plus souvent disponible auprès d'usagers de CAARUD dans les agglomérations urbaines mais également dans les territoires ruraux :

« Jusqu'à très récemment on ne voyait pas de kétamine dans le secteur rural mais cette année, j'ai plusieurs suivis, des gars qui prennent plutôt de la cocaïne et de l'héroïne et qui consomment de la kétamine régulièrement » (Educateur en CAARUD)

Appréciée pour ses effets tranquillisants, la kétamine est consommée par certains usagers en situation de précarité, hébergés chez un tiers ou en CHR, sans emploi et vivant des minimas sociaux. Des profils poly consommateurs qui ont eu accès à la kétamine par le biais d'achat d'autres substances :

« La première fois que j'ai pris de la kétamine c'était dans l'appart d'un gars chez qui je me fournis en cocaïne, c'était l'occasion alors j'ai essayé » (Hugo, 26 ans, poly consommateur de cocaïne (sous sa forme basée et en injection), cannabis, kétamine, ecstasy bénéficiaire du RSA, hébergé en CHR)

Certains usagers de kétamine sont connus par les professionnels des CAARUD pour fréquenter régulièrement les espaces festifs alternatifs. Ils associent fréquemment la kétamine à la cocaïne et sont aperçus lorsqu'ils viennent se fournir en matériel. Dans ce contexte, ces usagers sont perçus par les professionnels comme un public peu régulier, réfractaire à un accompagnement à moyen terme, qui ne cherche pas à lier contact et ne s'attarde pas dans les locaux. Quelques fois injecteurs, la plupart sniffent la kétamine ou en inhalent les vapeurs.

D'autres usagers de kétamine sont au contraire, étrangers de la scène festive alternative. Souvent relativement jeunes, autour de la vingtaine et insérés, ils sont repérés principalement en CSAPA :

« Il tourne essentiellement à la kétamine et au LSD, il est très discret, ne parle pas beaucoup et sort rarement, ce n'est pas le genre à trainer en free par exemple. Je crois qu'il travaille dans un supermarché, il est indépendant, il a son appartement, ses parents vivent dans un petit village à une dizaine de bornes d'ici » (Educateur en CSAPA)

Des difficultés d'accès aux soins et au droit commun qui perdurent

Le secteur médico-social et plus particulièrement les CSAPA et les CAARUD souffrent d'un manque de personnel éducatif mais également de médecins et d'infirmiers. De nombreux professionnels des CAARUD de Metz, Nancy, Epinal, Thionville font le constat de difficultés importantes rencontrées par les usagers pour accéder aux services spécialisés en psychiatrie, engendrées par les difficultés de recrutement et le manque de formation des nouveaux professionnels. De plus, les partenariats des CSAPA/CAARUD avec les services d'hébergement et de psychiatrie se sont également fragilisés avec l'arrivée de nouveaux professionnels, ce qui accentue la complexité de l'accompagnement des usagers en grande précarité et/ou souffrant de comorbidités psychiatriques. A cette réalité s'ajoutent les difficultés des services hospitaliers (spécialisés et généraux), les services de psychiatrie d'urgences et de liaisons et les services de médecine d'urgence, surchargés :

« Il y a le CMP mais ils sont débordés, une liste d'attente de 4 mois donc on se retrouve avec des gars schizo ou des mecs qui ne prennent plus leur traitement depuis je ne sais pas combien de temps, en attente du rendez-vous » (Educateur en CAARUD)

Les difficultés de liaison avec la médecine de ville pour la continuité des soins des usagers sous traitement de substitution, déjà observées en 2021 s'amplifient en 2022. Les médecins prescripteurs, peu nombreux,aturent devant des demandes croissantes d'usagers restés sans suivi. A l'inverse, de nombreux médecins généralistes refusent de prendre en charge de nouveaux patients, et ce d'autant plus qu'il s'agit d'usagers de drogues. Cela est dû à leur manque de formation ou aux inquiétudes devant la perspective d'accueillir ces nouveaux patients :

« Il y a un manque de médecins c'est certain mais pour la prescription de Subutex ou de méthadone c'est aussi lié au manque de formation des médecins. Ils n'ont pas l'habitude et ont peur. Ça peut se comprendre quand il y en a un qui arrive avec ses deux chiens dans la salle d'attente, à côté de ça t'as le gamin à 40 de fièvre et la mémé pour son diabète, on peut comprendre que ça peut faire peur » (Médecin Généraliste en CSAPA)

Des teneurs importantes dans les échantillons de produits analysés

Le laboratoire d'analyse de drogues : Chek Lab's

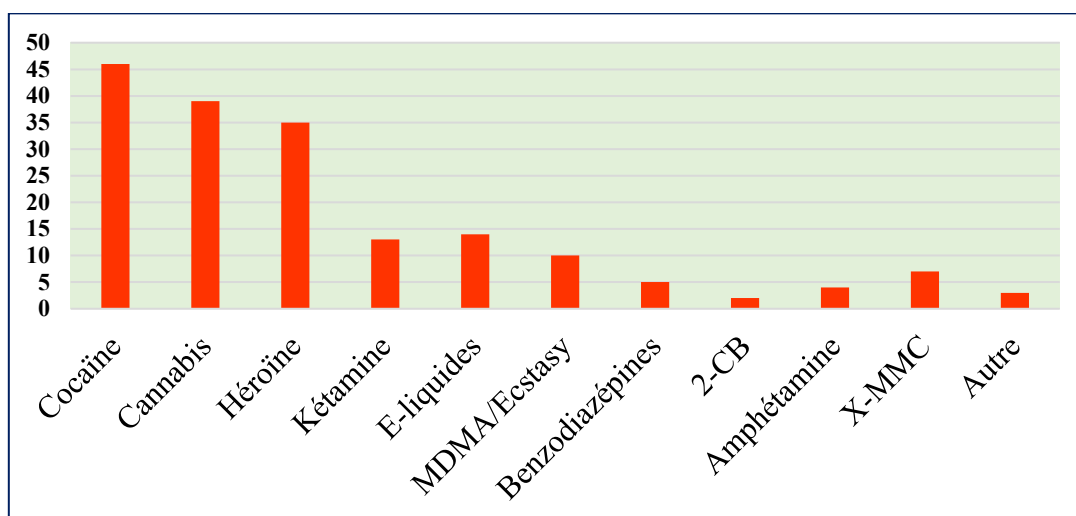
Le laboratoire d'analyse de drogues HPLC est un outil mis en place par le CSAPA « Les Wads » fin 2019, en complémentarité avec le dispositif SINTES. Ce projet « check labs » s'est construit sur le territoire du Grand-Est, à l'appui d'un réseau partenarial de différentes structures de Nancy, Epinal, Verdun, Charleville Mézières, Briey, Thionville, Chaumont, Troyes. Ce service gratuit et confidentiel fournit aux usagers de drogues résidants sur ces territoires des informations sur la composition de leurs substances et des informations en matière de RdRD. Certains de ces usagers fréquentent les CAARUD alors que d'autres sont inconnus des services de soins, ils sont souvent insérés aux plans socio-économiques et fréquentent les espaces festifs.

Concernant la cocaïne, des usagers ont fait état d'un produit fortement dosé et jugé de bonne qualité comme c'est le cas des forces de l'ordre qui observent non seulement une augmentation des quantités saisies de cocaïne sur le territoire mais également une augmentation de sa pureté moyenne :

« On constate aussi une forte augmentation des saisies de cocaïne et du taux de pureté moyen à travers les analyses, qui augmente. On est entre 60 et 80 % on est relativement élevé » (Représentant de la Gendarmerie de Moselle)

Les analyses de cocaïne (premier produit soumis à analyse) effectuées par le laboratoire lorrain confirment cette tendance. Plus précisément, en 2022, 196 demandes d'analyses de produits et 207 seringues usagées ont été transmises au laboratoire pour des analyses qui se répartissent de la façon suivante :

Figure 1 : Répartition en % des analyses effectuées en 2022¹⁵ par le laboratoire « Check Lab's »



¹⁵ Extrait du rapport annuel « Check-Lab's »

La cocaïne est, dans ce contexte, le produit le plus soumis à analyse et les constats sont identiques avec en moyenne de 75% de taux de pureté. En 2022, 64% des échantillons de cocaïne analysés ne contenaient que de la cocaïne en tant que substance psychoactive, 30% des échantillons contenaient également différents agents coupants : lévamisole, caféine, lidocaïne, phénacétine, et paracétamol et 6% des échantillons ne contenaient aucune trace de cocaïne mais différents produits : bisoprolol, bicarbonate de sodium et cocaïne.

Pour ce qui concerne l'héroïne, en 2022, 91% des échantillons d'héroïne analysés contenaient un mélange d'héroïne, de caféine, de paracétamol et de noscapine et à différentes teneurs. 9% des échantillons ne contenaient aucune trace d'héroïne mais différents agents coupants : paracétamol, caféine et noscapine.

Les analyses de kétamine ont montré que 85% des échantillons de kétamine analysés ne contenaient que de la kétamine en tant que substance psychoactive alors que 15% des échantillons ne contenaient aucune trace de kétamine mais différents produits de coupe : paracétamol et procaïne principalement. La teneur moyenne en kétamine des échantillons est 77%.

De façon globale, 83.6% des échantillons analysés contenaient la substance psychoactive annoncée lors de la cession du produit. En revanche, dans 16.3% des échantillons, l'analyse a mis en évidence un autre principe actif ou une substance active inattendue.

Pour ce qui concerne spécifiquement les résultats des 207 seringues collectées puis analysées, en provenance des CAARUD d'Epinal, de Nancy et de Metz, il apparaît que 12 substances illicites et produits de coupe ont été identifiées avec en moyenne, deux composés retrouvés par seringue. Dans ce contexte, les cinq principales substances illicites sont la cocaïne, l'héroïne, la 3-MMC et la MDMA, ainsi que la buprénorphine. La cocaïne est le produit le plus fréquemment analysé dans les seringues des CAARUD localisés à Saint-Dié-des-Vosges et Metz, alors que l'héroïne est analysée dans les seringues des CAARUD de Nancy. 17 % des seringues de Metz contenaient de la 3-MMC, seule ville où cette substance a été retrouvée et 5 % des seringues contenaient de la MDMA bien que son mode d'administration soit presque exclusivement la voie orale¹⁶.

¹⁶ *Op. cit*

Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs

Les espaces festifs observés dans le dispositif TREND

L'espace festif techno regroupe des lieux, parfois temporaires, où se déroulent des événements organisés autour de ce courant musical. Ces événements ont une temporalité particulière, celle de la fête et présentent certaines caractéristiques : configurations spatiales spécifiques, éléments décoratifs, dispositifs lumineux, diffusion sonore et usage de produits psychoactifs. Cet ensemble participe à une ambiance et des expériences particulières qui s'inscrivent en rupture avec le quotidien. Contrairement aux usagers rencontrés dans l'espace public, qui connaissent des conditions de vie fortement marquées par la précarité, ceux rencontrés dans les espaces festifs technos présentent des profils socio-économiques plus diversifiés. La plupart de ces usagers ont des consommations occasionnelles (au moment de la fête) et ne présentent pas de problématique d'usage qui affecte leur vie quotidienne. Le dispositif TREND a d'abord concentré ses observations au sein de l'espace festif techno dit « alternatif » dont les événements affiliés sont les free parties, les raves parties, les teknivals et les « zones off » des festivals et qui ont généralement lieu en zone rurale ou semi-rurale. Des événements festifs alternatifs sont également organisés en zone urbaine, dans des squats militants ou artistiques, ou des bâtiments abandonnés. La diffusion des substances stimulantes (cocaïne et ecstasy/MDMA) et des autres drogues de synthèse au-delà des milieux festifs « alternatifs » a conduit le dispositif TREND à étendre ses investigations à l'espace festif techno « commercial ». Cette catégorie désigne des soirées payantes diffusant principalement, mais non exclusivement, de la musique issue du courant techno. Ces soirées peuvent être organisées au sein de divers types d'établissements variés (bars musicaux, discothèques, clubs, salles de concert, espaces en plein air aménagés, etc.). La diffusion de la musique techno dans la société française et la dilution du mouvement techno ont conduit le dispositif TREND à investiguer ponctuellement l'espace festif généraliste, c'est-à-dire les établissements festifs (bars, pubs, boîtes de nuit) qui ont une programmation éclectique, où les musiques électroniques côtoient d'autres genres musicaux.

Une reprise progressive de la scène alternative lorraine

Les territoires connus depuis de nombreuses années pour l'organisation de free parties sont principalement les Vosges, le sud de la Meuse et la Meurthe et Moselle. La Moselle est plus rarement concernée sauf dans la zone à la frontière luxembourgeoise. Avec la levée des restrictions sanitaires, l'activité festive électro alternative a timidement repris au dernier trimestre de 2021 sans pour autant atteindre les niveaux connus avant le confinement de 2020. Les professionnels et bénévoles en RdRD ont cependant vu les sollicitations pour leurs interventions dans ce type de soirées, augmenter en 2022 avec une vingtaine de soirées (de 300 à 3000 personnes) auxquelles ils ont participé. Par ailleurs, les forces de l'ordre ont également fait le constat d'un mouvement de reprise de la scène alternative :

« Il y a eu quelques soirées cette année, 6 ou 7, de 200/300 personnes et on voit que l'activité des raves reprend cette année alors que depuis le confinement c'était quand même plus calme. Ils organisaient des soirées entre eux, sur des terrains privés mais on voit aujourd'hui une reprise de ce qu'on connaissait avant le confinement » (Agent de la Gendarmerie des Vosges, GFAL)

Ces soirées souvent organisées (avec ou sans autorisation préfectorale) en extérieur, sur des terrains excentrés se sont également déroulées en intérieur comme ce fût le cas durant le week-end de la Toussaint 2022, dans une ancienne friche industrielle vosgienne ou alors près de la frontière luxembourgeoise, dans un tunnel sous l'autoroute A31, en début d'année 2023. Les organisateurs de ces soirées se regroupent en associations et forment des *sound systems*¹⁷. Alors qu'avant le

¹⁷ Sound system : Système de sonorisation transportable permettant de diffuser la musique techno. Par glissement de sens, un Sound system désigne un collectif d'organisateur de free parties

confinement de 2020, nos informateurs avaient recensé une trentaine de sound-systems en activité, il apparaît qu'ils sont moins nombreux en 2022. De petites associations de 4 à 6 membres ont en effet, fait le choix de mutualiser leurs moyens humains et matériels. Ainsi ces organisations évoluent et s'adaptent comme le souligne Loïc, organisateur de soirées alternatives :

« On était une petite asso avant (le confinement), on tournait à 4/5 et on faisait une dizaine de soirées dans l'année après on a dû arrêter... En novembre l'année dernière, on a décidé de se mettre avec une plus grosse asso de Strasbourg ça nous permet d'organiser des événements plus grands et de rentabiliser notre matériel » (Loïc, 25 ans, organisateur de soirées depuis 6 ans, salarié d'une association d'insertion professionnelle)

La tendance à l'organisation de « calages »¹⁸ et « d'événements privés »¹⁹, en forte progression depuis 2020 semble se stabiliser en 2022. Si certains teuffeurs voient dans ce type de soirées plus intimistes, un retour aux sources de la free partie et s'en réjouissent, d'autres se sont lassés de cet « entre soi » :

« Pendant deux ans, on a vu les mêmes têtes dans toutes les soirées, à force c'est lourd dingue alors maintenant on respire quand on voit des nouveaux » (Louis 31 ans, fréquente la scène alternative depuis une dizaine d'années)

Modalités d'intervention des professionnels en RdRD en espace festif alternatif

Une dizaine de professionnels intervient, lors d'événements festifs alternatifs. Ils sont souvent éducateurs dans les CAARUD de Metz et d'Epinal et parfois accompagnés de bénévoles²⁰. Leur démarche s'inscrit dans une dynamique de « l'aller vers » et de réduction des risques et des dommages. Leurs modalités d'intervention dépendent des besoins identifiés (par les professionnels, les bénévoles et les organisateurs de soirées) et des ressources humaines, financières et matérielles des services. Ainsi, la mise en œuvre concrète des interventions diffère d'une équipe à l'autre, voire d'une soirée à l'autre et s'articulent autour d'espaces fixes et d'équipes mobiles :

- L'espace fixe ou *stand* vise l'accompagnement, l'assistance aux personnes et éventuellement leur orientation. Sur le stand, des brochures explicatives sur les risques sanitaires, sociaux et judiciaires des drogues (kétamine, cocaïne, cannabis, protoxyde d'azote, ecstasy, LSD, etc.) sont laissées en libre accès ainsi que des préservatifs, lubrifiants, éthylotests et bouchons d'oreilles. En complément, du

¹⁸ Les « calages » sont des soirées ouvertes à un public limité où la musique est centrale. Déjà observés en 2019, ces événements festifs sont organisés par des sound system dans la plus grande discrétion. Les invitations circulent, à priori, dans un cercle restreint. Ces soirées discrètes permettent une meilleure gestion du public puisqu'il est connu, invité voire coopté.

¹⁹ Les « événements privés » se différencient des calages par le fait que seules les personnes conviées auront accès à l'événement car il ne circule aucune information. Leur organisation est souvent aléatoire et dépend de l'opportunité du moment. Les « événements privés » demandent à leurs organisateurs (des sound systems) nettement moins d'investissement que l'organisation d'une free partie ou d'un « calage », en temps, en matériel et même en moyens financiers.

²⁰ Au CAARUD de Metz par exemple, 8 à 10 bénévoles, garçons et filles de 23 à 25 ans sont formés (aux produits, aux gestes de premiers secours, à la démarche de réassurance...) à l'intervention en espace festif par les éducateurs qu'ils accompagnent et interviennent dans les soirées, en fonction de leur disponibilité. Ils possèdent une très bonne connaissance des publics, des soirées qu'ils fréquentent eux-mêmes, régulièrement et des produits qui circulent.

matériel de RdRD (KitBase^{®21}, carnet de « Roule ta paille », sérum physiologique, éventuellement, Kit+²² et récupérateur de seringues) est proposé par les intervenants (professionnels et bénévoles) et distribué à la demande des usagers de drogues. Ce geste s'accompagne d'échanges, d'explications, de conseils sur les pratiques de consommation et le bon usage des outils de RdRD. Dans certaines soirées, les intervenants formés sont également susceptibles de proposer des TROD²³.

- L'espace de repos ou *chill out* est un lieu de détente et de repos. Tapis, coussins, canapés, lumières tamisées, tout est mis en œuvre pour en faire un endroit reposant et de détente.
- L'équipe mobile ou *maraude* s'inscrit en complément à des espaces fixes (stand et chill out). Dans ce contexte, les intervenants effectuent le tour du site à la rencontre des personnes, en vue de proposer du matériel de RDR (KitBase^{®24}, carnet de « Roule ta paille », sérum physiologique, Kit+), de repérer les pratiques de consommation et d'identifier des personnes en difficulté.

Les modalités d'interventions s'adaptent aux publics, à l'environnement et à la temporalité de la fête. Ainsi, les intervenants au stand déclarent être plus fréquemment et plus intensément sollicités en début de soirée (22H/minuit). Ils répondent aux questions, conseillent les usagers de drogues, les incitent à se saisir des brochures et distribuent du matériel de RdRD, à la demande.

En revanche, les intervenants constatent que le *chill out* est plus souvent occupé du milieu de la nuit au petit matin par des usagers de drogues, principalement. Les professionnels et bénévoles sont régulièrement sollicités pour des malaises liés à la fatigue ou à des prises de produits et interviennent pour calmer, mettre en sécurité et surveiller voire prévenir les secours en cas de nécessité (aucun évènement grave n'a été recensé en 2022).

Les équipes mobiles se déplacent sur le site de la fête pour aller à la rencontre des publics mais également sur les parkings. Les intervenants constatent des usages de cocaïne (basée ou inhalée) dans les véhicules et quelques pratiques d'injections (rares, discrètes et solitaires).

Les usages dans l'espace festif alternatif

Concernant les consommations de drogues en free-parties, *calages* et *events privés*, peu d'évolutions sont à relever en 2022. L'alcool reste le produit le plus fréquemment consommé (des bières et alcools forts) ainsi que le cannabis, présent dans la quasi-totalité des soirées. Par ailleurs, de nombreuses consommations de kétamine sont encore observées en 2022 :

« De la kétamine tu en trouves dans toutes les soirées, c'est la base » (Lucas, 28 ans, fréquente les soirées alternatives depuis 5/6 ans, consommateur régulier de kétamine)

Concernant les consommations de MDMA, nos observateurs mentionnent sa présence dans toutes les soirées, principalement sous forme de comprimé moins souvent en poudre. Du LSD est également présent mais plus rarement, dans quelques soirées, sous forme de goutte. Quant à la cocaïne, même si de rares usagers ont encore été aperçus dans leur camion pour la transformer afin de pouvoir la

²¹ Le KitBase[®] a été développé principalement par et pour les usagers de drogues par inhalation

²² Ce kit comprend les principaux outils pour l'injection à moindre risque, à savoir 2 seringues 1ml, 2 flacons d'eau pour préparation injectable, 2 *stéricup*, 2 tampons alcool, 1 préservatif et une notice explicative.

²³ Dispositif pour le test rapide (délai entre 5 à 30 minutes) à orientation diagnostique du VIH ou du VHC

²⁴ Le KitBase[®] a été développé en principalement par et pour les usagers de drogues par inhalation

fumer, elle reste plus souvent sniffée. Cependant, les professionnels de RdRD notent une augmentation des demandes de matériel et notamment de pipes, en espace festif alternatif :

« C'est pas non plus toutes les 5 mn mais à chaque soirée, on peut avoir 4 ou 5 personnes qui demandent des pipes à crack alors qu'avant c'était beaucoup plus rare » (Intervenant en RdRD)

Des ballons de protoxyde d'azote étaient fréquemment proposés à la vente dans la plupart des soirées (1 à 2 € le ballon) voire même cédé gratuitement dans une soirée. Un seul consommateur d'héroïne a été observé, il « chassait le dragon » discrètement, devant son camion.

Pour ce qui concerne les modes d'approvisionnement des produits, des revendeurs ont été repérés par nos informateurs, dans certaines soirées. Ils circulent entre les scènes, sur les parkings, à proximité des véhicules et vendent leurs produits, parfois à la criée.

Comme ce fut déjà le cas en 2021, de nombreux usagers de drogues se sont déplacés avec leurs produits, préalablement achetés pour être consommés sur les lieux de la fête :

« On voyait déjà l'année dernière, des gens qui venaient directement en teuf avec leurs produits. Ils se font livrer chez eux avant de venir comme ça, sur place ils sont tranquilles. J'ai l'impression qu'il y en a de plus en plus qui font ça » (Intervenante en RdRD)

Des publics hétérogènes

Selon nos observateurs, les publics croisés en free party sont pour la plupart des habitués de ce type d'événements. Il s'agit de trentenaires qui se déplacent dans leur camping-car ou camion aménagé, au gré des soirées. Ils sont souvent intérimaires et se déplacent dans d'autres départements, plus au Sud, pour les saisons (cueillettes, vendanges...). Ils reviennent dans la région où vit leur entourage familial et amical, en automne/hiver. Leur apparence vestimentaire est typique, ils conservent ainsi les signes d'apparence au mouvement alternatif :

« On retrouve des styles « métaleux » ou des sarouels, des doc martins, des rangers, des baggys, grosses vestes, des casquettes à pics, des keffiehs, beaucoup de sweats à capuche, des vêtements militaires. C'est un mélange de punk et de roots. Ils s'habillent confortablement et chaudement » (note festif alternatif)

Des publics plus insérés sont également repérés par nos observateurs. Ils sont infirmiers, de professions libérales, salariés au Luxembourg et ont pour la plupart des niveaux de vie qui leur permettent de fréquentes sorties. Ils sortent également dans les bars et boîtes de nuit et vivent souvent en ville :

« Je travaille dans un cabinet comptable, je suis secrétaire. J'allais pas trop en soirées avant mais l'année dernière, j'ai fait 2/3 petites soirées et j'ai vraiment aimé l'ambiance. Y'a pas de jugement, tout le monde fait ce qu'il veut, on est libre et moi, ça me détend vraiment, je déconnecte ! » (Elsa, 26 ans, comptable dans une société d'assurance)

Des plus jeunes, lycéens et étudiants qui ont découvert le milieu alternatif lors de la crise sanitaire et la fermeture des boîtes de nuit et bars sont fréquemment aperçus dans ces soirées.

Espace festif commercial : Les usages de protoxyde d'azote gagnent en visibilité

Le 9 juillet 2021 a annoncé la réouverture des clubs, discothèques et salles de concerts avec une reprise qui restait néanmoins timide. Les traditionnels événements festifs connus au niveau régional (fête de la Mirabelle, fête de la musique, festivités estivales, traditionnels marchés de Noël) se sont déroulés sans restriction particulière en 2022. Les bars et les boîtes de nuit ont également retrouvé leur clientèle, loin des préoccupations des mois de confinement.

Dans ce contexte, de nombreux usages de protoxyde d'azote ont été observés en 2022, par nos informateurs notamment dans des soirées entre étudiants. Ils se fournissent souvent sur internet ou par le biais de Snapchat et se font livrer à domicile. Les forces de l'ordre des différents départements lorrains sont unanimes sur le constat d'une augmentation des saisies de protoxyde d'azote en 2022. A titre d'exemple, 503 bonbonnes ont été saisies dans un bar au sud du pays messin et 660 bonbonnes dans un camion près de Nancy, à priori en provenance des Pays-Bas et à destination du marché local.

Le protoxyde d'azote est un produit peu cher, facile d'accès (interdit aux mineurs depuis le 1^{er} juin 2021) mais qui peut entraîner des risques dont les plus courants, recensés par nos informateurs, sont des brûlures de la bouche et des voies respiratoires causées par le froid du gaz. Son inhalation peut également entraîner des maux de tête, des vertiges et des chutes. De plus, si le gaz est inhalé à haute dose, il peut entraîner des troubles neurologiques et musculaires (fourmillements, engourdissement et problèmes de coordination).

Une enquête²⁵ menée en septembre 2022 par des étudiants en médecine et pharmacie de l'Université de Lorraine auprès de 2000 étudiants montrait que 12% des sondés ont déjà consommé du protoxyde d'azote mais que seule la moitié a connaissance des risques à long terme de son utilisation.

Concernant les autres produits, peu de changements sont observés dans l'espace festif commercial en 2022. L'alcool demeure le premier produit consommé, suivi du cannabis, parfois consommé à l'aide d'un vaporisateur²⁶.

Par ailleurs, de nombreux usages de MDMA, principalement sous forme de comprimés (ecstasy), plus rarement en poudre, ont également été recensés par nos informateurs.

Plus fréquemment observés dans les espaces festifs commerciaux, les consommations de cocaïne restent présentes chez un public de trentenaire, (salariés, en logement indépendant, en couple). Elle est principalement sniffée. Quelques usages de kétamine ont également été repérés chez un public plus habitué des free-parties. Des poppers, inhalés par de jeunes hommes et femmes (la vingtaine), sont également repérés, pendant certains concerts. Les amphétamines restent l'exception et l'héroïne est absente des espaces festifs commerciaux.

²⁵ Protoxyde d'azote : une histoire pas si drôle, <https://factuel.univ-lorraine.fr/node/21175>

²⁶ La fumée de cannabis contient plusieurs composés toxiques (ammoniaque, cyanure, composantes du goudron, etc.) qui peuvent altérer le système respiratoire en cas d'exposition répétée. La vaporisation du cannabis séché ou d'extraits concentrés de la plante offre une alternative intéressante pour contourner ce problème, car la vapeur générée par le chauffage permet l'absorption des cannabinoïdes responsables des effets de la drogue (le THC, en particulier), tout en réduisant l'exposition aux composés toxiques générés par la combustion.

Annexes

Annexe 1 : Glossaire

ANSM Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé

ARS Agence régionale de santé

ASE Aide sociale à l'enfance

CAARUD Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues

CCAS centre communal d'action sociale

CEGIDD Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic

CEIP Centre d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance

CHRS Centre d'hébergement et de réinsertion sociale

CJC Consultation jeunes consommateurs

CS Cannabinoïde de synthèse

CSAPA Centre de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie

ELSA Équipe de soins et de liaison en addictologie (dispositif hospitalier)

ILS Infraction à la législation sur les stupéfiants LPS Laboratoire de police scientifique

Mildeca Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

MNA Mineur non accompagné

MSO Médicaments de substitution aux opiacés NPS Nouveaux produits de synthèse

OFASST Office anti-stupéfiant

OFDT Observatoire français des drogues et des tendances addictives (depuis janvier 2022, anciennement Observatoire français des drogues et des toxicomanies)

OMS Organisation mondiale de la santé PES Programme d'échange de seringues

PJJ Protection judiciaire de la jeunesse RDRD Réduction des risques et des dommages

SCMR Salle de consommation à moindres risques

SINTES Système d'identification national des toxiques et substances

SPIP Service pénitentiaire d'insertion et de probation

TSO Traitement de substitution aux opiacés

Annexe 2 : liste des institutions et personnes auditionnées

Le groupe focal « Application de la loi »

Sur l'invitation de Madame la Préfète, directrice de cabinet du Préfet de la Moselle et de la coordination TREND, le groupe focal « application de la loi » a réuni en 2022 : le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Metz, l'Adjointe au chef de pôle de la sécurité intérieure de la Préfecture de la Moselle ; la Direction des douanes ; le Groupement département de gendarmerie des Vosges, de la Moselle, de la Meuse et de la Meurthe et Moselle ; la Direction Départementale de la Sécurité Publique de Moselle ; les Commissariats de police de Metz et de Verdun ; la Direction zonale de la police aux frontières ; la direction de la Protection judiciaire de la jeunesse ; l'Agence Régionale de Santé.

Les professionnels des CSAPA/CAARUD suivants :

- CAARUD « l'Echange » - NANCY
- CSAPA/CAARUD « la Croisée » - AVSEA - Epinal
- CAARUD/CSAPA-CMSEA, antenne de Forbach
- CAARUD/CSAPA-CMSEA antenne de Sarrebourg/Sarreguemines
- CAARUD/CSAPA-CMSEA Metz
- CAARUD mobile Thionville, AIDES Lorraine
- CAARUD AIDES Lorraine
- CAARUD 54
- CSAPA/CPN Nancy

Remerciements

Nous tenons à remercier ici l'ensemble des acteurs ayant participé à la production de ce rapport, pour leur contribution directe aux informations et analyses qui y sont développées :

- **Les usagers et les vendeurs en premier lieu**, pour leur contribution à la production de notes d'observations dans les différents milieux investigués, qu'ils soient très sincèrement remerciés.
- **Les responsables d'observations**
Angélique Kummerer (espace festif électro commercial)
Thibaut Brück (espace festif alternatif)
Florian Muratori (espace urbain)
- **Les informateurs des CSAPA et CAARUD régionaux**
 - **Le pôle Sécurité Intérieure**, Préfecture de Moselle pour son précieux soutien et la mise en œuvre des groupes focaux
 - L'ensemble des professionnels ayant participé aux groupes focaux
 - L'équipe TREND-SINTES de l'OFDT et les coordinatrices et coordinateurs régionaux



Observatoire français des drogues et des tendances addictives

69 rue de Varenne 75007 Paris

Tél : 01 41 62 77 16

e-mail : ofdt@ofdt.fr

www.ofdt.fr

Crédit photo couverture : Pixabay